



Conseil Français de l'Energie

WORLD ENERGY COUNCIL

Conséquences de la crise sur le secteur de l'énergie

Conseil Français de l'Energie 2009

Promouvoir la fourniture et l'utilisation durables de l'énergie pour le plus grand bien de tous



Résumé

La crise que traverse le monde aura sur notre économie des conséquences considérables auxquelles le secteur de l'énergie n'échappe vraisemblablement pas.

Le Conseil Mondial de l'Energie, organisation présente dans près de cent pays dont les deux tiers de pays en développement, a lancé une enquête concernant les conséquences sur le marché de l'énergie, les perspectives du secteur et les recommandations de politique énergétique. La diversité des membres, du point de vue institutionnel (entreprises, administrations, associations, universitaires) associée à la dimension multi-énergies fournira une vision unique sur les conséquences de la crise sur le secteur énergétique mondial.

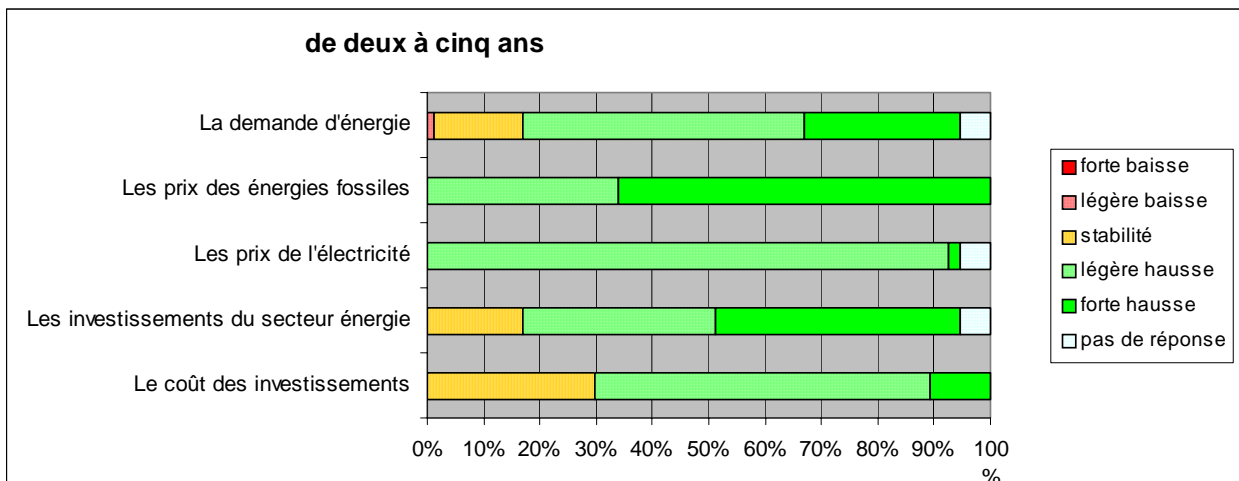
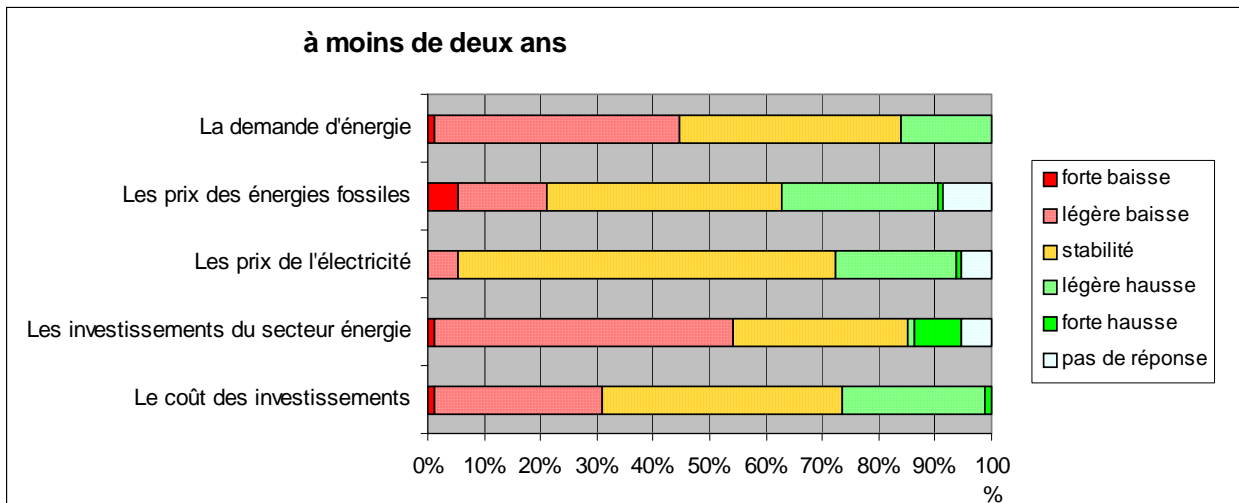
Le Conseil Français de l'Energie a contribué à cette enquête en interrogeant ses membres qui sont les principaux acteurs du secteur énergétique français. Ce sont ces réponses, recueillies auprès des membres du Conseil Français de l'Energie courant janvier qui sont présentées ici. Les résultats détaillés pour la France ainsi que les premiers résultats de l'enquête mondiale seront disponibles sur le site du CFE :

www.wec-france.org

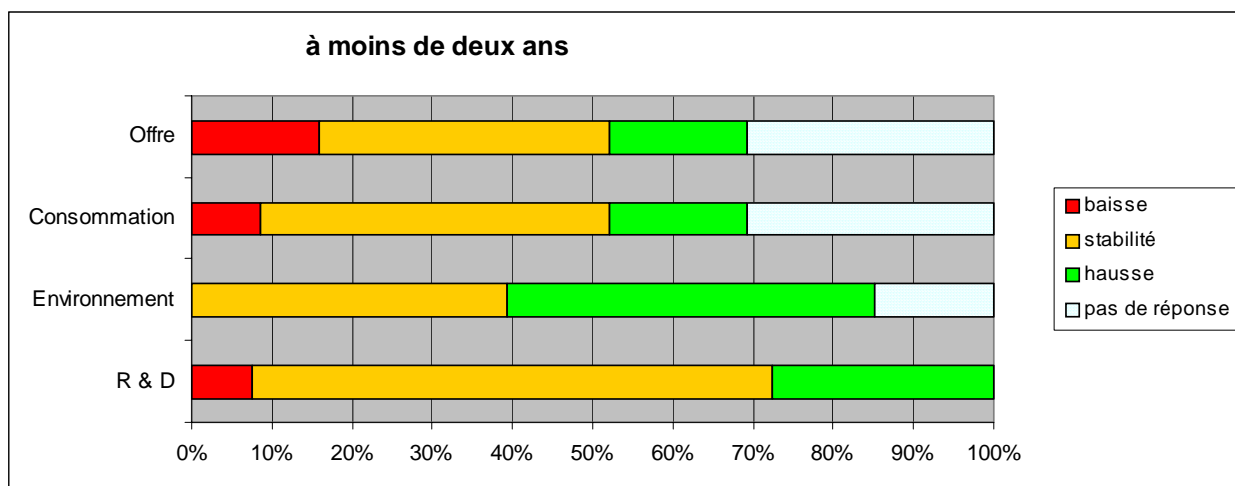
- ▶ Les avis sur l'évolution des marchés de l'énergie sont très partagés d'ici deux ans, ce qui reflète peut être la grande incertitude dans laquelle se trouvent les acteurs. Leurs avis convergent sur le retour des sentiers de croissance à moyen terme. A court terme, seule la croissance des investissements environnementaux semble préservée.
- ▶ Les efforts vers plus d'efficacité énergétique semblent à court terme peu touchés par la crise ; les énergies renouvelables pourraient également tirer leur épingle du jeu. Au-delà de deux ans, s'y ajoute l'énergie nucléaire, promise à un développement important.
- ▶ La crise desserre à court terme certaines contraintes liées à la croissance économique mais n'est pas favorable aux grands défis comme le climat ou les inégalités. La fin de la crise rendra ces contraintes à nouveau actives et ramènera climat, sécurité énergétique et inégalités en haut de la liste des priorités.
- ▶ A coup sûr, plus d'Etat et de régulation, mais peu d'espoir de voir des accords internationaux ambitieux signés... ce qui semble en contradiction avec ce qu'il faudrait faire !
- ▶ La priorité des priorités est l'efficacité énergétique, suivie de l'établissement d'une valeur carbone, de la vérité sur les prix de l'électricité et de l'accroissement de l'effort R&D ; les prises de participations par l'Etat sont considérées contre performantes.
- ▶ **La question est de savoir si le secteur de l'énergie pourra profiter des quelques opportunités apportées par la crise ou se contentera d'attendre le retour de la croissance.**

Caractéristiques du marché de l'énergie...

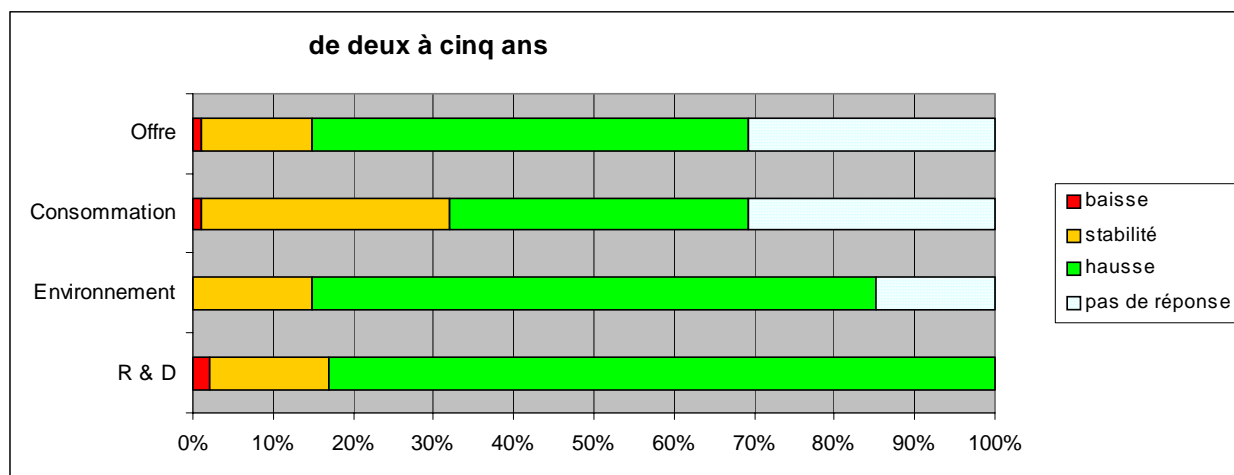
Les avis sont partagés sur les conséquences à moins de deux ans de la crise sur le marché de l'énergie ce qui révèle peut être l'incertitude dans laquelle sont de nombreux acteurs. Les fondamentaux du marché sont plutôt orientés à la baisse (demande d'énergie, investissements, coût des investissements) ou stables (prix de l'électricité, prix des énergies fossiles). Mais dès que l'on considère le moyen terme, les avis sont convergents sur le retour aux sentiers de croissance envisagés avant la crise, comme si rien ne s'était passé ! On observe alors en particulier une orientation très à la hausse de l'ensemble des prix des énergies fossiles et le redémarrage de l'investissement. On peut y voir une forte conviction que nos économies ont la capacité de surmonter ce qui serait une crise plus conjoncturelle que structurelle avec le risque majeur de ne pas en saisir les opportunités.



... et investissements du secteur énergie

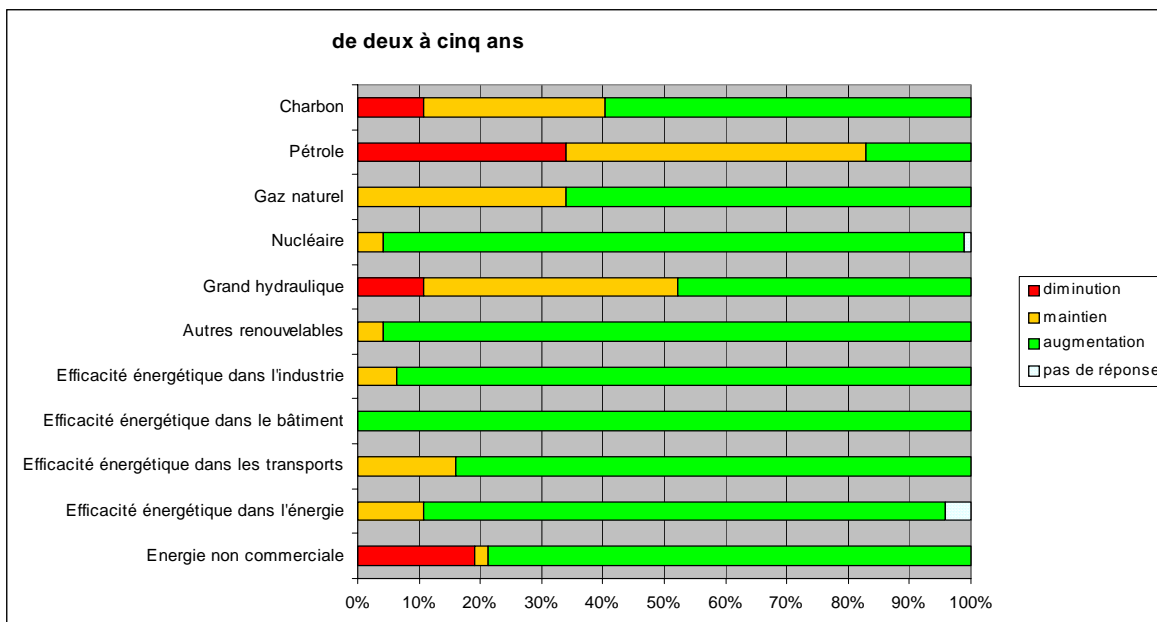
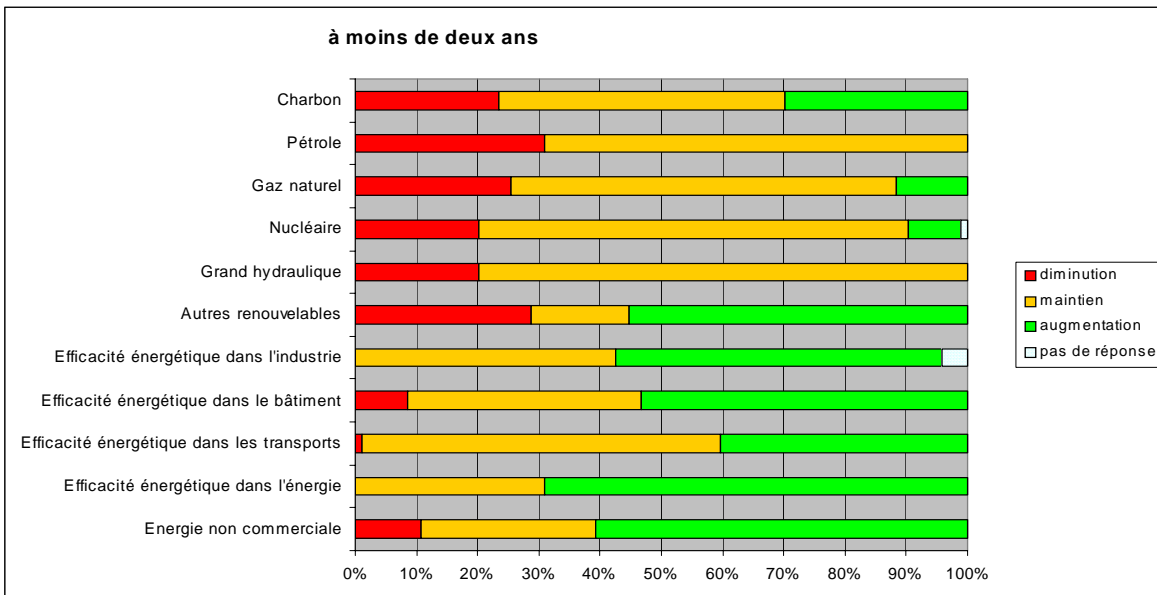


Les investissements sont très affectés par la crise : la stabilité au niveau actuel est l'opinion dominante. Seuls les investissements de nature environnementale semblent épargnés par ce pessimisme et pourraient profiter d'une hausse. En revanche, dès que l'horizon s'éloigne, on revient sur les sentiers de croissance d'avant-crise avec de façon notable des perspectives de croissance importantes sur les investissements en R&D. L'enjeu sera bien d'orienter les investissements du secteur, notamment ceux qui contribueront aux plans de relance, vers les options les plus favorables aux grands enjeux que sont la lutte contre le changement climatique, l'amélioration de la sécurité énergétique et la réduction des inégalités.



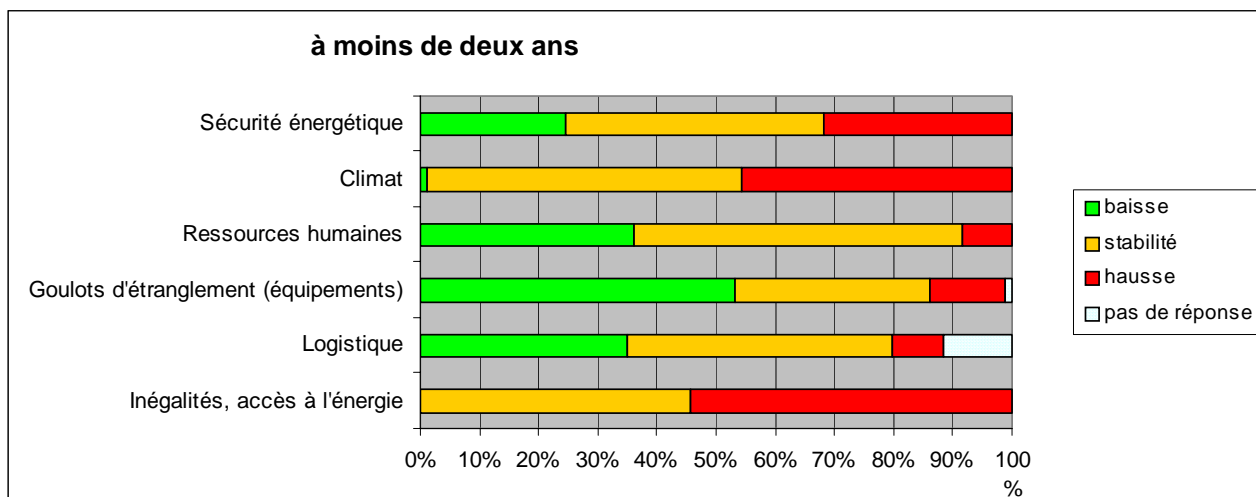
Contribution des énergies et des technologies...

A court terme, et de façon très cohérente avec les messages précédents, seules les technologies liées à l'efficacité énergétique semblent promises à un développement et ceci dans tous les secteurs. Le développement des énergies renouvelables est lui-même menacé, même si les avis sont partagés. A plus de deux ans, si efficacité énergétique et énergies renouvelables confirment leur essor, l'énergie nucléaire est également promise à un développement important. Les perspectives pour le charbon et le gaz redeviennent favorables mais l'avenir du pétrole semble moins serein.

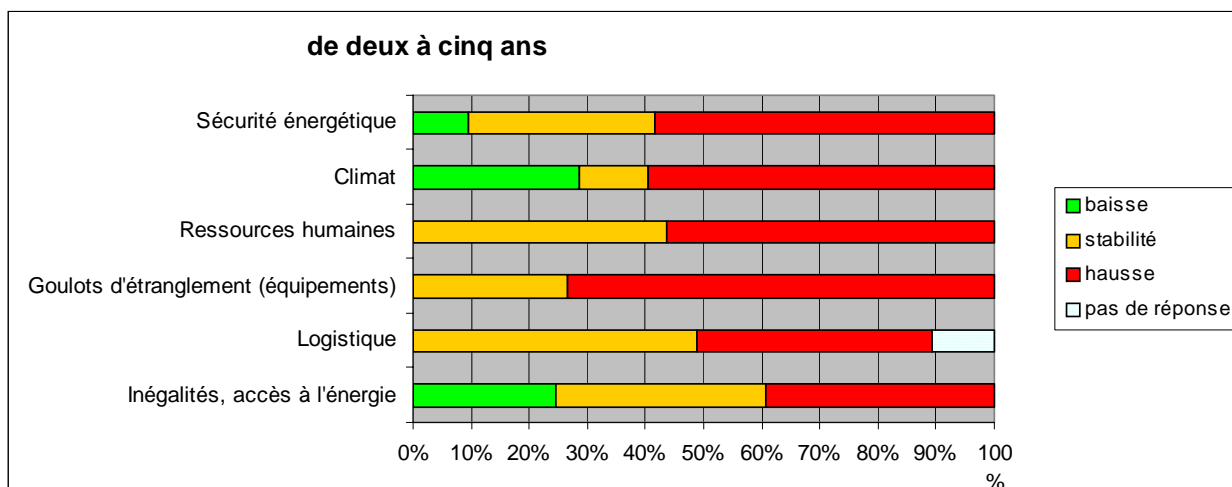


... et vulnérabilités du secteur

Certaines vulnérabilités sont liées à l'activité économique, comme les difficultés liées aux ressources humaines, la logistique ou les goulots d'étranglements dans les industries d'équipement. Le ralentissement de l'activité économique desserre ces contraintes mécaniquement. Mais la crise est moins favorable à la lutte contre le changement climatique ou la pauvreté énergétique soit parce que ces priorités semblent alors relativement moins importantes, soit parce que les ressources, notamment financières, sont plus rares.

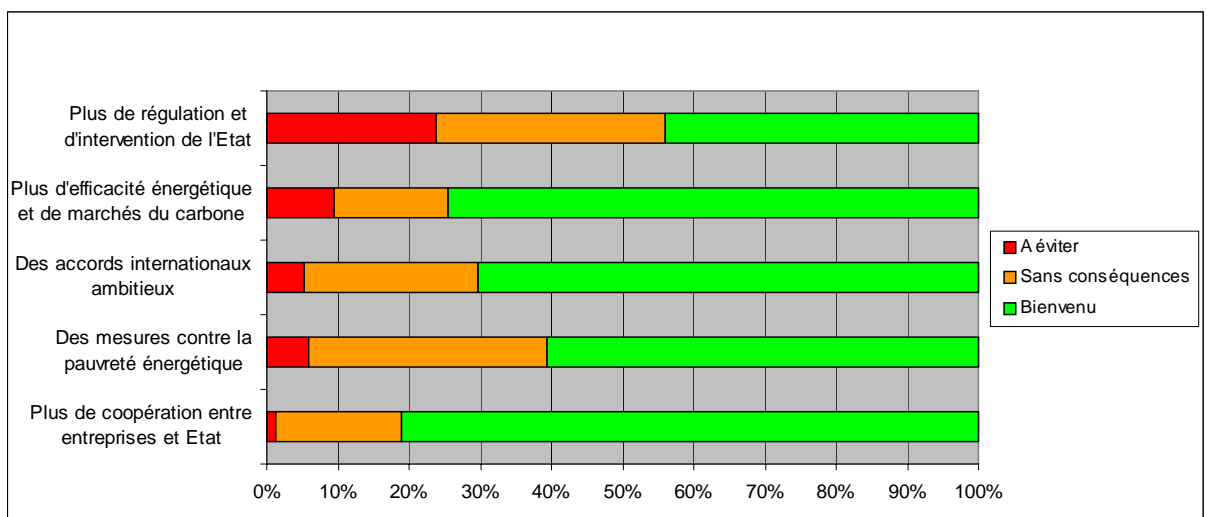
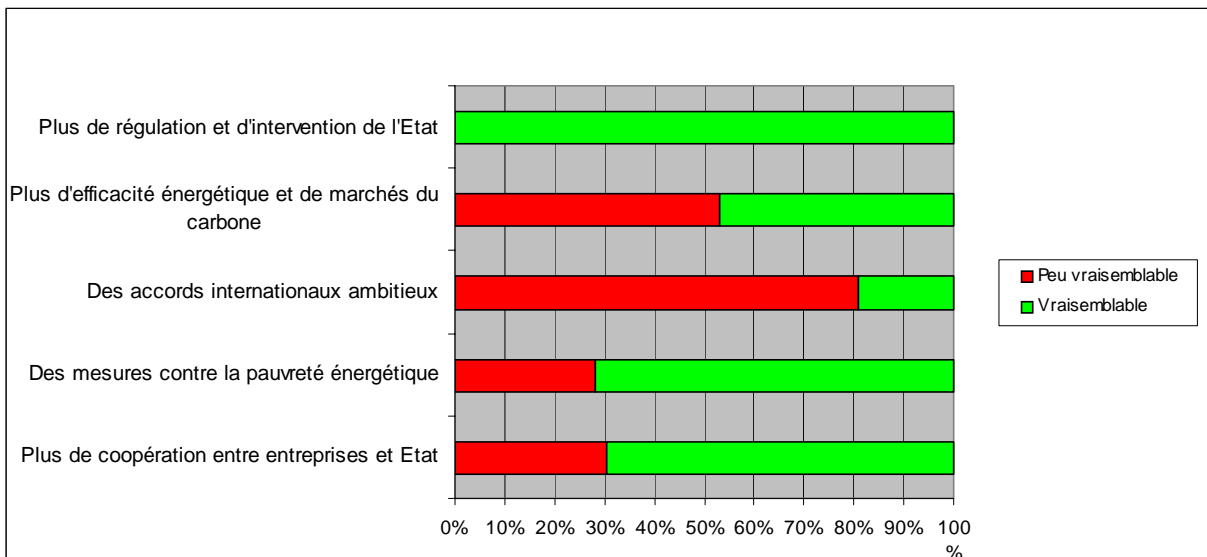


Avec le retour de la croissance, tout s'inverse : les contraintes liées à l'activité économique redeviennent actives et les « grands enjeux » que sont la sécurité énergétique, le climat ou l'accès à l'énergie retrouvent leur place en haut de la liste des priorités.

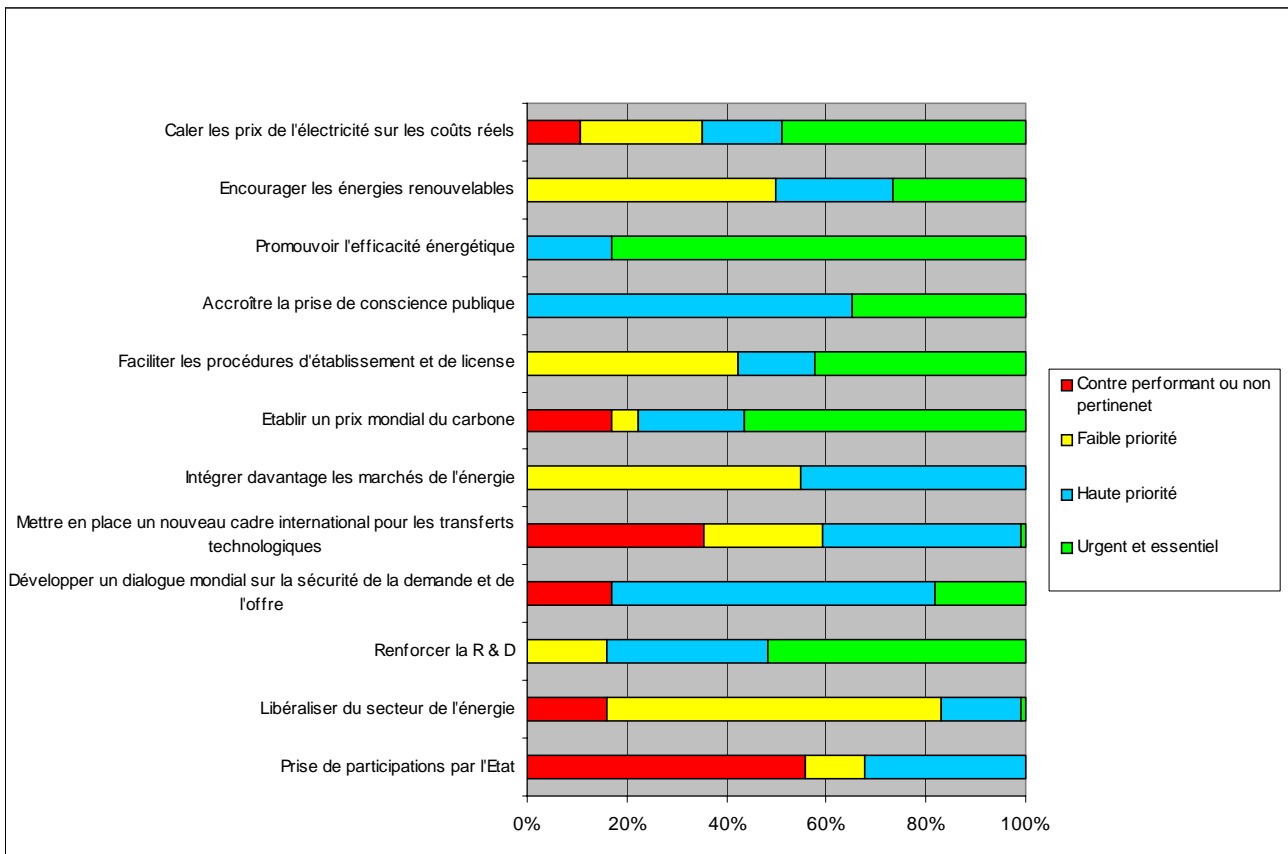


Evolution des politiques énergétiques...

Certaines évolutions de la politique énergétique semblent consensuelles, comme l'importance croissante donnée à la régulation et à l'intervention de l'Etat qui est considérée comme « certaine » même si c'est l'évolution qui semble la moins souhaitable. Parmi les autres évolutions possibles – efficacité énergétique et marchés du carbone, accords internationaux ambitieux, mesure contre la pauvreté énergétique, coopération entre entreprises et Etat - , toutes bienvenues, seule la signature d'accords internationaux ambitieux semble peu vraisemblable.



... et hiérarchie des priorités



Il en ressort une hiérarchie des priorités qui place en tête sans contestation possible la recherche de plus d'efficacité énergétique, priorité des priorités. Le renforcement de la R&D, la mise en place d'un prix du carbone et des prix de l'électricité calés sur les coûts se partagent les places suivantes. Sans doute possible, la prise de participation par l'Etat est en fin de liste, jugée contre performante.

En conclusion

La crise laisse inchangée les enjeux énergétiques et leurs solutions même si les feux de l'actualité sont focalisés ailleurs. Le secteur de l'énergie saura-t-il profiter des quelques opportunités, offertes notamment par les plans de relance, pour progresser sur le chemin du développement énergétique durable ?

Conséquences de la crise sur le secteur de l'énergie

Le Conseil Français de l'Energie

Le Conseil Français de l'Energie est le comité national français du Conseil Mondial de l'Energie ; c'est une association dont les membres sont les principales entreprises et organisations institutions, associations - françaises ayant un intérêt scientifique, technique ou industriel à participer à des réflexions portant sur les questions énergétiques au niveau mondial.

Le Conseil Français de l'Energie assure la présence française au sein du Conseil Mondial de l'Energie et représente ses Membres dans toutes les activités internationales du Conseil Mondial de l'Energie. Le Conseil Français de l'Energie étudie toutes les questions relatives à la fourniture et l'utilisation durables de l'énergie ; il encourage les recherches se rapportant à ces mêmes questions.

Copyright © 2009 Conseil Français de l'Energie

Publié en 2009 par :

Conseil Français de l'Energie
3 rue Treilhard
75008 PARIS – France

Jean Eudes MONCOMBLE, Secrétaire Général

Téléphone 01 44 95 16 90 - Télécopie 01 44 95 16 97

www.wec-france.org

cfe@wec-france.org